

Examen multidimensionnel du Maroc:

• Pour renforcer sa compétitivité, le Maroc devrait soutenir l'innovation

• Développer la logistique et le transport intérieur

Pour faire rentrer le pays dans une nouvelle étape de son développement qui lui permette de rattraper les pays émergents et de conjuguer croissance et inclusivité, le Maroc aura besoin de maintenir un programme de réformes ambitieux. C'est le message clé du second volume de l'Examen multidimen-

sionnel du Maroc, réalisé par le Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en étroite collaboration avec les services du Chef du gouvernement du Maroc. Elle analyse les principales contraintes et formule plusieurs recommandations autour

de quatre sujets clés pour le développement du pays: la compétitivité du secteur industriel, l'accroissement du niveau de formation, l'adéquation formation/emploi et la mise en cohérence des politiques publiques. Voici ce que préconise l'étude de l'OCDE de 216 pages:

■ La recette pour une offre industrielle plus compétitive

L'ÉCONOMIE marocaine est dynamique et internationalisée, mais caractérisée par une stagnation de sa structure sur une longue période. Pour atteindre le produit intérieur brut (PIB) par habitant moyen des pays OCDE en 2050, le Maroc devrait maintenir une croissance supérieure à 7% par an. Une telle performance nécessite la recherche de nouvelles sources de croissance durable. Dans ce contexte, le Maroc repense son approche industrielle. Des écosystèmes industriels sont mis en place et la politique de l'offre prend le pas sur la politique axée sur la demande mise en œuvre jusqu'alors. Des résultats sont attendus en matière de création d'emplois et d'augmentation du contenu en valeur ajoutée locale dans les exportations. Toutefois, malgré cette nouvelle approche, des contraintes à l'émergence de secteurs ayant un potentiel d'offre exportable et des effets d'entraînement sur l'offre nationale persistent, freinant le Maroc dans sa démarche de diversification et de montée en gamme. Ainsi, pour renforcer sa compétitivité, le pays devrait soutenir l'innovation, renforcer la logistique et le transport intérieur et tirer davantage profit de la dynamique de normalisation. □

Une industrie automobile marocaine mieux intégrée

C'est le défi du plan d'accélération industrielle (PAI)

	Chiffre d'affaires de l'industrie automobile marocaine (milliards de DH)	Taux d'intégration (%)
2014	45	<30
2016	60	45
2020	100	80

Note: Pour 2020, les chiffres présentés sont des prévisions basées sur les commandes confirmées.

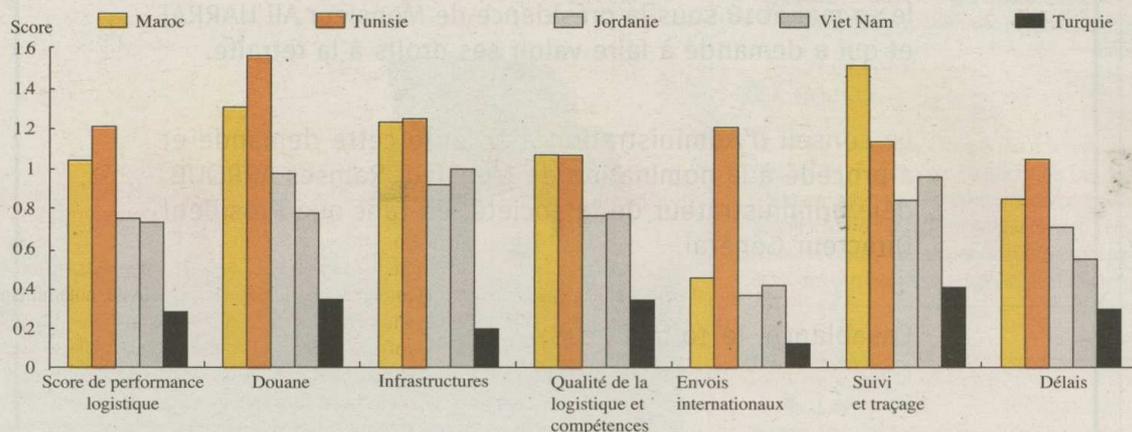
Source: OCDE (Discours du ministre de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Économie numérique le 11 juillet 2017 à Rabat)

Le développement d'industries compétitives à l'international permettrait l'émergence de nouveaux secteurs avec un fort potentiel de croissance, à l'instar des succès des métiers mondiaux (aéronautique, automobile, agroalimentaire, textile, électronique et offshoring)

■ Logistique: Le maillon faible

Les performances logistiques du Maroc sont très modestes

(Écart vis-à-vis de la moyenne des pays OCDE)



Note: L'indice de performance logistique a une échelle de 1 à 5, 5 étant le meilleur score.

Source: Banque mondiale (2017), OCDE

Pour la partie interne de la chaîne de valeur logistique (caractérisée par les piliers infrastructures, qualité de la logistique et compétences de l'indice de performance logistique), le Maroc est moins bien classé que d'autres pays

l'émersion d'acteurs locaux solides, il devrait revoir les conditions d'entrée sur le marché formel pour les transporteurs de marchandises et, plus largement, mener un programme spécifique de formalisation du transport routier (avec des campagnes de renforcement des capacités, d'informations, etc.). Le pays doit aider les acteurs à mettre en place une meilleure organisation en améliorant la qualité et la couverture des TIC, et en favorisant leur utilisation par les entreprises.

Le Royaume devrait également poursuivre les efforts de renforcement des capacités des entreprises à maîtriser leurs structures de coûts.

Enfin, pour lutter contre la vétusté du parc automobile de transport de marchandises, le Maroc pourrait envisager la révision des critères de qualification au programme de renouvellement du parc et le type d'incitations. □

Comment lire le rapport

LE premier volume de l'Examen multidimensionnel du Maroc (cf. notre édition N° 5063 du 12/07/2017) a établi un diagnostic de la dynamique de développement du Maroc et a identifié les principales contraintes. Ce deuxième volume se concentre sur plusieurs domaines et propose, à partir d'une analyse des contraintes, plusieurs recommandations. L'étude a été présentée, lundi 14 mai à Rabat, en présence de ses principaux auteurs, à savoir Mario Pezzini, directeur du Centre de développement de l'OCDE et conseiller spécial du Secrétaire général de l'Organisation, en charge des questions de développement, ainsi que Jan Rielander, chef de l'Unité des examens multidimensionnels (Centre de développement de l'OCDE). □

LA stratégie de développement de la logistique devrait être mieux articulée à la politique de transport pour renforcer la compétitivité de l'économie. Cela peut passer notamment par le renforcement de la coordination et la coopération entre les différentes parties prenantes. Il est question d'améliorer le pilotage de la politique logistique et de transport intérieur grâce à plus d'informations et de données. Pour ce faire, le Maroc devrait définir une série de statistiques nécessaires à la prise de décision et les collecter par l'Observatoire de la compétitivité logistique, en étroite collaboration avec les acteurs déjà présents. L'autre priorité est liée à l'amélioration de la qualité de l'offre de transport routier.

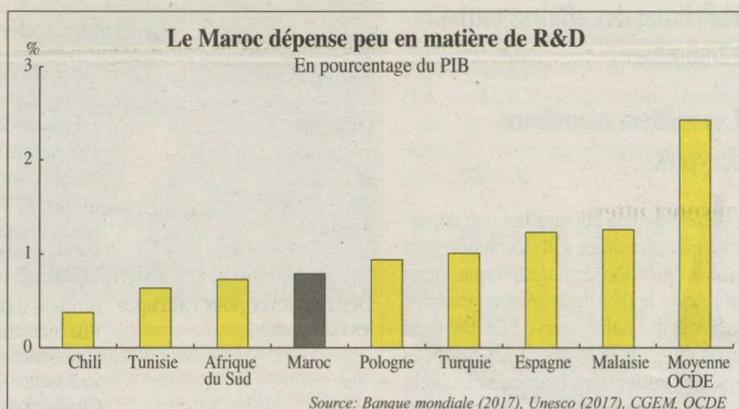
Le Maroc devrait tout d'abord mener une étude détaillée sur l'impact de la libéralisation par rapport à ses objectifs initiaux. Afin de réduire l'informalité et faci-

L'OCDE livre ses recommandations

■ Un écosystème de l'innovation

LE Maroc pourrait également mettre en place une gouvernance public-privé pour superviser la mise en œuvre de la politique d'innovation. Ce qui contribuerait à la création d'un véritable écosystème qui y soit dédié.

Le pays devrait envisager de mettre en place un cadre fiscal plus attractif et favorable au développement de la recherche et de renforcer les incitations fiscales pour développer l'innovation en veillant à respecter les standards minimum du projet de base d'imposition et transfert de bénéfices (BEPS) de l'OCDE et du Groupe des vingt (G20). Pour cela, il s'agirait de réaliser une étude coût-bénéfice de la mise en place de mesures telles que les crédits d'impôt recherche, notamment dans le cadre plus large de la charge fiscale qui pèse sur l'investissement pour les entreprises opérant au Maroc. Et en prenant en compte les objectifs de la stratégie d'innovation, l'environnement économique et le climat des investissements. De même, le Maroc devrait veiller à ce que les incitations fiscales ne créent pas de distorsions entre les entreprises marocaines et étrangères, et incitent au développement de l'innovation et de la recherche et développement (R&D). Par ailleurs, il s'agirait de favoriser le développement et l'utilisation de circuits de financement de l'innovation (fonds dédiés à l'innovation, capital-amorçage, etc.). Enfin, des liens plus forts entre universités et secteur privé seraient bénéfiques. □



Le Maroc pourrait tirer davantage profit de l'innovation. Les exportations de haute et moyenne technologie progressent, surtout depuis 2009. Toutefois, le niveau de sophistication des exportations reste relativement bas pour le développement du pays. En effet, les montants investis en R&D s'élèvent à 0,79% du PIB depuis 2010, soit moins que de nombreux pays de comparaison

■ Système éducatif: Doit-on désespérer?



(Ph. Jarfi)

LE niveau de formation est faible au Maroc par rapport à des pays de niveau de développement similaire. A l'exception du cycle primaire, l'accès à l'éducation obligatoire peine à se généraliser: les taux de participation dans le secondaire restent bas et les taux de redoublement et de décrochage sont élevés. Les ressources financières investies dans le secteur de l'éducation ne sont soutenues que depuis le début de la décennie et leur efficacité sur le niveau de formation s'avère limitée. La politique des ressources humaines présente des défaillances en termes de planification des besoins en enseignants et de leur bonne répartition sur le territoire national, ainsi qu'en termes de formation initiale et continue. De plus, l'évaluation des professionnels de l'enseignement n'est pas suffisamment basée sur les performances. Enfin, si les temps d'instruction obligatoires des élèves sont élevés, ils sont diminués par l'absentéisme des enseignants.

Agir sur les ressources financières et humaines, sur les intrants du système et sur le mode de gouvernance du système éducatif devrait permettre de relever le niveau de formation. Il serait utile pour le Maroc d'optimiser la gestion des ressources humaines du département de l'Education nationale en améliorant sa planification pluriannuelle et en mettant en place un système d'information intègre et cohérent. Tout en veillant au respect de la charge horaire réglementaire des enseignants, en reformant la politique d'affectation géographique et en développant des systèmes d'évaluation basés sur les compétences.

Les efforts actuels en termes d'infrastructures et de programmes d'appui existants devraient être poursuivis. Le renforcement du système de formation initiale et continue des enseignants, l'adaptation des temps d'instruction aux besoins du marché du travail et le soutien à une gouvernance multi-niveaux dans la gestion du système éducatif sont également encouragés pour relever le niveau de formation dans le pays. □

■ Formation/emploi: Un gisement mal exploité



(Ph. L'Economiste)

L'INADÉQUATION entre le stock de compétences et la demande d'emploi est forte au Maroc. Le stock de capital humain disponible dans l'économie marocaine est faible et sous utilisé, comme en témoignent les faibles taux d'activité, notamment pour les femmes, et les niveaux de chômage élevés. L'offre de formation universitaire, mais également technique et professionnelle, ne répond pas suffisamment aux besoins du marché du travail. De plus, le contenu des programmes pédagogiques révèle un décalage par rapport aux exigences du marché du travail. L'apprentissage tout au long de la vie n'est pas suffisamment développé pour remédier aux dysfonctionnements de la formation initiale. Enfin, les besoins du marché du travail sont mal anticipés, ce qui accentue l'inadéquation formation-emploi et pénalise les mécanismes d'intermédiation. Résoudre l'inadéquation entre l'offre de formation et la demande d'emploi permettra de dynamiser le marché de l'emploi au Maroc. Pour ce faire, l'offre de formation universitaire et technique devrait être plus proche des besoins du marché du travail. La création de licences professionnelles et de masters spécialisés à l'université et le développement de la formation en milieu professionnel dans l'enseignement technique sont encouragés. De plus, l'adéquation qualitative des programmes pédagogiques avec les besoins en compétences doit être renforcée en mettant l'accent sur l'apprentissage des savoirs comportementaux et des langues étrangères, ainsi que sur l'expérience des formateurs. En parallèle, l'apprentissage tout au long de la vie, notamment pour les salariés, devrait se développer. La mise en place d'un système d'information global et le développement de mécanismes capables d'anticiper les besoins du marché du travail apparaissent nécessaires. Enfin, les réformes relatives aux politiques actives de l'emploi devraient être poursuivies et pourraient également soutenir la participation des femmes sur le marché du travail. □

Fatim-Zahra TOHRY

Coup de projecteur sur les contraintes sectorielles

• Un climat des affaires toujours en ballottage

• Les métiers mondiaux décryptés

LE Maroc a aujourd'hui une opportunité pour accélérer son développement grâce à l'aubaine démographique, mais doit relever le défi de la création massive d'emplois de qualité, relève l'OCDE dans son analyse sur le Maroc⁽¹⁾. La compétitivité des entreprises marocaines révèle un tissu productif à deux vitesses avec des écarts par rapport au reste du monde. Seul un petit nombre d'entreprises marocaines dans quelques branches d'activité ont des niveaux de productivité proches de la frontière mondiale. Environ 30% des entreprises marocaines dans la machinerie, 7,8% dans l'hôtellerie et la restauration et 2,6% dans le textile atteignent le niveau de productivité des firmes les plus performantes de leur secteur. Dans certains secteurs, tels que la production des métaux, aucune entreprise n'est proche du niveau de la frontière de productivité. L'analyse de quatre secteurs d'activités a permis d'identifier les contraintes rencontrées pour leur développement. Deux secteurs sont liés aux métiers mondiaux qui ont réussi (l'automobile et le secteur électrique/électronique),

Le Plan d'accélération industrielle du Maroc: De la vision aux défis à relever	
Vision et ambition	Garder le cap Changer la dimension industrielle (diversifier et élargir le tissu industriel)
Objectifs	Emplois +500.000 dans l'industrie (dont 50% issus des investissements directs étrangers [IDE]) PIB industriel = 23% du PIB
Mesures	Rééquilibrage des comptes extérieurs par la promotion de l'export et la substitution aux importations: priorité stratégique incontournable Écosystèmes et mesures sectorielles Outils de soutien Développement international et inclusif
Défis à relever pour rattraper les émergents	Emplois industriels: Croissance x2 à x5 en 10 ans PIB industriel: 23% Croissance des exportations: x5 en 10 ans Croissance des IDE: x10 à x30 en 10 ans Croissance de la productivité: x3,5
<i>Le Maroc ambitionne de devenir émergent et de faire progresser la part de l'industrie dans le PIB à 23%. Le développement de l'innovation et de la technologie a un rôle de premier ordre à jouer pour monter en gamme</i>	

un secteur est lié à un métier mondial qui a de plus faibles performances (l'agro-alimentaire, dont la croissance moyenne des exportations fait partie des plus faibles des métiers mondiaux sur la période 2013-16 [BAD, 2017]), et un secteur est transversal à de très nombreuses activités (l'emballage/conditionnement).

Ces secteurs sont confrontés à de multiples contraintes, qui les affectent à des degrés divers, et minent la compétitivité de l'économie marocaine. Pour tous les secteurs, la faible productivité de la main-d'oeuvre et le coût de la main-d'oeuvre qualifiée constituent une problématique

majeure. De même, les faibles soutiens à l'innovation, le peu d'intégration logistique, l'imposition de normes de qualité, l'accès et le coût du foncier, et la fiscalité (surtout en matière de recouvrement de la taxe sur la valeur ajoutée [TVA], et de fiscalité de l'investissement) apparaissent comme des contraintes importantes. Par ailleurs, malgré le développement progressif des procédures en ligne, les délais de l'administration (pour l'obtention de papiers, d'autorisation, de validation de documents, etc.) continuent de représenter un obstacle à de nombreuses entreprises. Les secteurs de l'agro-alimentaire et de

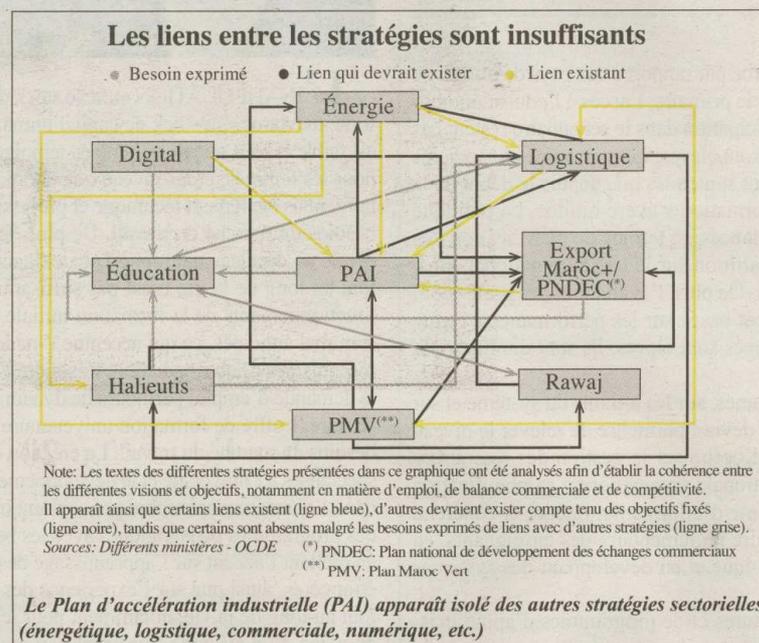
l'emballage sont confrontés à la fragmentation du marché local et au morcellement de certaines filières. Par ailleurs, certaines entreprises sont confrontées à des difficultés en matière de licenciement (notamment du fait des coûts), d'accès aux financements, de règlement des différends par le système judiciaire, de délais de paiements qui affectent significativement leurs trésoreries, ou encore au coût élevé de l'énergie. □

Fatim-Zahra TOHRY

(1) «Les voies de développement. Examen multidimensionnel du Maroc, volume 2 analyse approfondie et recommandations»

Le coût de l'incohérence

LES stratégies sectorielles jouent un rôle important mais insuffisant pour soutenir la cohérence des politiques publiques. Et les exemples ne manquent pas. Alors que le plan vise à faire des énergies renouvelables une nouvelle filière, et que la Stratégie énergétique a également pour objectif de créer une filière de l'efficacité énergétique structurée et professionnelle, aucun lien n'est fait entre ces deux stratégies... Les liens avec la stratégie logistique, notamment en matière de foncier, de parcs industriels localisés et de zones industrielles font défaut. Or ce manque de cohérence des politiques publiques a déjà des répercussions sur les activités industrielles. Par exemple, les zones industrielles ne sont pas coordonnées avec des capacités logistiques comme les services de ramassage des ordures industrielles, le transport intérieur (accès aux routes, système de bus publics), ou les bassins d'emplois locaux. La stratégie Halieutis, par exemple, exprime le besoin d'une meilleure structuration et dynamisme du marché intérieur autour de marchés de gros et de détail, et d'espaces portuaires dédiés à la pêche, mais ces éléments ne sont pas repris dans la stratégie logistique. Dans la



filière du bâtiment, la stratégie énergétique vise à réduire la consommation de 20% d'ici 2030, or cet objectif ne semble pas pris en considération dans la politique

industrielle en tant que telle, sauf dans les écosystèmes de la chimie organique et des matériaux de construction. Dans certains cas, les stratégies sont totalement déconnec-

tées les unes des autres. Toutes les stratégies sectorielles ont des besoins importants en matière d'éducation et de formation professionnelle. Pourtant, aucune d'elles n'est alignée avec la politique de l'éducation, et toutes développent leurs propres initiatives en la matière. De même, alors que la très grande majorité des stratégies pointe un besoin logistique important, la stratégie logistique ne fait référence à aucune autre stratégie dans ses textes. Enfin, les stratégies mettent peu l'accent sur le secteur tertiaire (à l'exception du PMV) et la recherche et développement (R&D) est un sujet quasiment absent de toutes les stratégies.

Les experts de l'OCDE recommandent de développer une culture de l'évaluation et de la reddition des comptes au sein de l'administration. En parallèle, le Maroc pourrait envisager la mise en place d'un organe indépendant des départements ministériels et agences d'exécution chargé de l'évaluation des stratégies et programmes sectoriels. Enfin, le développement d'une culture du rendre compte passe par une définition claire des responsabilités de chaque acteur et la réforme de la gouvernance locale. □

F. Z. T.

EXCLUSIF

Le Maroc a besoin de lever les freins à la croissance

• Le modèle de développement appelé à évoluer

• Le pays a des atouts pour rejoindre le clan des émergents

- L'Économiste: Pour plusieurs experts, le modèle de croissance marocain donne des signes de faiblesse. Quelle est votre analyse?

- Juan R de Laiglesia: Dans les travaux de l'Examen multidimensionnel du Maroc nous avons caractérisé le modèle de développement du Maroc par quatre éléments qui sont présents, pour certains, depuis plusieurs décennies. D'abord, le rôle moteur de l'Etat, comme en témoignent la part de l'investissement public (environ 18% du PIB en 2017) et le rôle des entreprises et établissements publics. Puis, le choix de l'ouverture commerciale, marqué par la signature de plus de 50 accords de libre-échange, pour atteindre un taux d'ouverture élevé (81% en 2014, supérieur à ceux de la Turquie ou du Chili). Et enfin, la recherche de la stabilité, qui s'est traduite historiquement par un fort soutien à la demande intérieure et la politique d'attraction d'investissements directs étrangers (IDE). Le modèle de développement du Maroc est appelé à évoluer, pour répondre à la fois aux mutations de l'économie globale et à ses propres limites. Par exemple, répondre, sur le volet mondial, au phénomène que nous appelons «le basculement de la richesse», c'est-à-dire le déplacement du centre de gravité de l'économie mondiale vers l'est et le sud. Et sur le volet intérieur aux limites des besoins en financement d'une croissance portée largement par l'investissement, en particulier public, face à l'augmentation de la dette et la fin de la période de taux d'intérêt très bas au niveau mondial.

- En fait, ce modèle est déjà en pleine évolution?

- Dans le domaine économique, la réforme de la compensation a éliminé une source importante de risques pour les comptes publics. Elle devrait être complétée par un renforcement d'une politique sociale ciblée pour que les populations, en particulier les plus vulnérables, puissent répondre aux chocs. Le Maroc dispose déjà à cet égard d'outils importants comme l'Initiative pour le développement humain (INDH) ou le Régime d'assistance médicale (Ramed). Sur le plan sectoriel, le pivotement de la politique industrielle vers le soutien à des écosystèmes productifs est prometteur, à condition qu'il arrive à favoriser les liens entre les IDE et les grandes entreprises marocaines, et l'ensemble du tissu productif marocain. Il faudrait ajouter à ces éléments les réformes politiques majeures comme la réforme de la Constitution et la régionalisation avancée. Les évolutions futures du modèle de développement devront répondre au défi majeur que constitue la création massive d'emploi de qualité. Pour ce faire, il est nécessaire de relever le niveau de formation de la population, de la doter de compétences plus conformes aux besoins de l'économie, et de soutenir la compétitivité des entreprises.

- Comment résoudre les contraintes de compétitivité du Maroc à l'international?

- Sur le long terme, la productivité est le déterminant clé de la compétitivité. Le Maroc réussit son entrée dans de nouveaux marchés, comme en témoigne l'élargissement du panier d'exportation et le succès dans certains secteurs comme l'automobile. Par contre, seul un petit nombre d'entreprises marocaines dans quelques branches d'activité ont des niveaux de productivité proches de la frontière mondiale de productivité. Environ 30% des entreprises maro-



Rejoindre les pays émergents et réussir un développement dynamique requiert un processus de transformation continue. Tour d'horizon avec Juan R de Laiglesia, économiste principal-Examens multidimensionnels par pays-Centre de Développement de l'OCDE (Ph. Bziouat)

caines dans la machinerie et 2,6% dans le textile atteignent le niveau de productivité des 5% des firmes mondiales les plus performantes de leur secteur au niveau mondial. Le niveau de formation du travailleur marocain moyen limite fortement la productivité des entreprises. Pour la plupart des entreprises et des secteurs, la faible productivité de la main d'œuvre et le coût de la main d'œuvre qualifiée constituent une problématique majeure. Il s'agit aussi potentiel-

industriel, un secteur de la logistique et du transport intérieur plus structuré permettrait d'accroître la qualité de la logistique, d'augmenter l'externalisation, de réduire les coûts et de soutenir la compétitivité. Troisièmement, l'adoption et l'utilisation de normes de qualité est une opportunité pour renforcer la compétitivité.

- Quelles réponses vous semblent efficaces face au chômage structurel des jeunes?

- Pour enrayer le chômage, en particulier celui des jeunes et relancer la croissance, le Maroc doit premièrement réussir à créer en masse des emplois de qualité. Au-delà du chômage, c'est le très faible taux d'emploi qui est préoccupant au Maroc. Lorsque seuls 42% des marocains et marocaines de 15 ans et plus travaillent, il y a une marge importante pour relancer la croissance et pour trouver de nouvelles formes d'intégration économique et sociale. Il faut donc favoriser l'émergence de secteurs compétitifs capables de générer de l'emploi.

Pour mieux tirer parti des capacités de ses travailleurs, le Maroc doit résoudre l'inadéquation entre formation et emploi. En effet, c'est chez les diplômés que les taux de chômage sont particulièrement

Réforme du régime de change du dirham/ compétitivité extérieure

UNE flexibilisation du taux de change par rapport au dollar et à l'euro a tout son sens dans un contexte où le Maroc élargit son portefeuille de partenaires commerciaux et que s'élargit aussi la liste de potentiels investisseurs, et de concurrents, dans les marchés internationaux, indique l'économiste Juan R de Laiglesia.

Sous un régime de change fixe, la monnaie pouvait se retrouver surévaluée sur des périodes relativement longues comme cela a pu être le cas pendant les années 1990. Cela suppose une perte de compétitivité pour les secteurs des biens échangeables. La réforme actuelle du régime de change demeure très prudente mais permet au marché de signaler un éventuel désalignement du dirham.

A terme, un taux de change plus flexible devrait permettre au pays de mieux faire face aux chocs externes et de mieux s'intégrer à l'économie mondiale. Pour les pays émergents, un taux de change plus flexible est souvent associé à une croissance plus forte et à moins de volatilité de la production. Un taux de change flexible aide aussi à atténuer l'appréciation du taux de change réel provenant de l'entrée de capitaux. □

Le Maroc est-il prêt à évoluer au rang des pays émergents?

LE Maroc dispose de plusieurs atouts pour lui permettre d'être classé au rang des pays émergents. L'économiste Juan R de Laiglesia cite: un Etat volontariste, la stabilité politique et économique, une politique d'ouverture internationale affirmée, des ressources minières stratégiques. Outre un secteur bancaire bien développé, de bonnes performances dans des infrastructures clés (électrification, télécommunications, ports), un climat des affaires attractif, une offre exportable diversifiée et une bonne insertion dans les chaînes de valeurs mondiales.

La croissance économique a été relativement rapide, à un rythme de 4,7% en moyenne entre 2000 et 2007, puis a légè-

rement ralenti après la crise économique internationale de 2008. Pour rattraper la moyenne des pays OCDE en 2050 en termes de produit intérieur brut (PIB) par habitant, le Maroc devrait maintenir une croissance supérieure à 7% par an. Une telle performance nécessite la recherche de nouvelles sources de croissance durable. A ce titre, l'aubaine démographique représente une opportunité pour accélérer le développement du Maroc et lui permettre de rejoindre le rang des pays émergents. Pour réaliser son dividende démographique, le pays devra trouver des moyens pour que la population contribue plus largement au développement économique. □

lement d'un obstacle au développement de secteurs à haute valeur ajoutée qui nécessitent une force de travail plus qualifiée.

- Quels sont les leviers?

- Les contraintes à la compétitivité des entreprises marocaines sont multiples et pour certaines, dépendantes du secteur d'activité. Mais je voudrais souligner trois leviers pour y faire face. Premièrement, renforcer le soutien à l'innovation pour qu'il bénéficie et fasse participer un large éventail d'entreprises. Ceci suppose de compléter le dispositif institutionnel existant en mettant l'innovation au cœur de la politique industrielle, et de rendre l'innovation plus attractive, en développant des instruments à la portée plus large, comme des crédits impôts-recherche. Deuxièmement, pour le secteur

préoccupants. Alors que les effectifs dans l'enseignement supérieur croissent de 10% par an environ, les taux de chômage dans les filières ouvertes sont particulièrement élevés, or le nombre d'emplois créés pour les diplômés de ces filières est inférieur au nombre de diplômés. Au niveau de l'offre de formation, le Maroc pourrait capitaliser sur les expériences concluentes des licences professionnelles et des masters spécialisés et élargir l'offre tant en termes de filières que de nombre de bénéficiaires. La multiplication des partenariats avec le secteur privé est également importante, notamment pour l'enseignement technique et professionnel, pour favoriser les expériences de stages et de formations en milieu professionnel. □

Propos recueillis par Fatim-Zahra TOHRY